

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 10 juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SDPS**

Le Rasnay  
72220 Saint-Gervais-En-Belin

Références : 2025-329\_INSP\_SDPS – Saint Gervais en Belin\_RAP  
Code AIOT : 0006301612

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement SDPS implanté Le Rasnay 72220 Saint-Gervais-en-Belin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre des actions nationales 2025 sur la présence de PFAS dans les mousses incendie et les prélèvements environnementaux en cas de situation post-accidentelle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDPS
- Le Rasnay 72220 Saint-Gervais-en-Belin
- Code AIOT : 0006301612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SDPS exploite un stockage de carburants, au moyen de 5 réservoirs cylindriques aériens.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses
- AN25 Prélèvements envtx

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Interdiction à venir du PFHxA et plan d'actions suppression PFAS	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours et 2 mois
8	Étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 08/10/2003, article 5.4.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 17/09/2020, article R. 515-100	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
12	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
3	Interdiction à venir	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	du PFOA	20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
7	Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 08/10/2003, article 5.1.2	Sans objet
10	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100	Sans objet
13	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
14	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'écosystème de la Raffinerie du Midi, dont les dépôts pétroliers SDPS font partie, a mis en œuvre un programme de suppression des composés fluorés (PFAS) au sein des mousses incendie.

Ce programme se compose des étapes suivantes : analyses de la présence de PFAS dans les émulseurs, nettoyage ou remplacement des équipements pollués aux PFAS, mise en place d'un émulseur non fluoré, évacuation des émulseurs et eaux de rinçage polluées.

La présente visite a permis de faire un bilan sur la réalisation du programme. L'inspection a pu constater que les travaux de nettoyage et de remplacement ont été réalisés. Les dernières étapes sont en cours de réalisation : essai technique du système de défense contre l'incendie suite à l'installation du nouvel émulseur et évacuation des eaux de rinçage polluées.

Les prélèvements environnementaux en cas de situation accidentelle sont assurés par un contrat entre un laboratoire d'intervention et le dépôt pétrolier.

La mise en œuvre de ces prélèvements doit être retranscrit au sein du Plan d'Opération Interne (POI) du site avant le 30 juin 2025.

L'inspection a apporté des pistes d'améliorations sur les méthodes de prélèvements présentées dans le contrat.

Des travaux doivent être réalisés sur les rétentions et les vannes de la cuve fioul et de la cuve émulseur afin de garantir l'étanchéité de ces rétentions de façon pérenne.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Interdiction du PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 3 :</u> 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. <i>[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</i>  <u>Article 4 :</u> 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants : b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.  <u>Annexe I du règlement 2019/1021 (POP) :</u> 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
<b>Constats :</b>  Le site possède 4 cuves d'émulseur : - 2 cuves raccordées au système de défense incendie : cuve 1 : cuve de 40 m <sup>3</sup> (avec 2 compartiments), cuve 2 : cuve de 27 m <sup>3</sup> - cuve 3 : 1 cuve de 8 m <sup>3</sup> au niveau du bassin ayant un rôle de réserve d'eau supplémentaire. Il s'agissait d'un émulseur de secours auquel le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) a la possibilité de se raccorder. - cuve 4 : 1 cuve mobile au niveau de l'ancien poste de chargement.  En amont de la visite, l'exploitant a envoyé le programme de substitution de la Raffinerie du Midi, dont les dépôts SDPS Saint Gervais et Le Mans font partie. La première étape de ce programme consiste à évaluer si les émulseurs présents sur site contiennent des PFAS.  Les modèles d'émulseurs contenus dans les cuves sont : - cuve 1 : SFPM 3/3 (concentration à 3%), - cuve 2 : Kowet Extrack FFFP (concentration à 6%), - cuve 3 : Tridol S6 (concentration 6%), - cuve 4 : émulseur non communiqué par l'exploitant.

<p>Les analyses des émulseurs ont été réalisées le 13/02/2024.</p> <p>La méthode d'analyse utilisée est la méthode TOPA (Total Oxidisable Precursor Assay). Les échantillons sont analysés avant et après traitement (pre-topa et post-topa). Le traitement permet d'évaluer la "transformation" des PFAS en de nouveaux PFAS, à chaînes plus courtes, plus persistants (les PFCA ou les PFSA par exemple).</p> <p>Concernant la présence de PFOS au sein des émulseurs, les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cuve 1 - compartiment 1 : : pre topa : 1200 µg/kg // post topa : 2100 µg/kg</li> <li>- cuve 1 - compartiment 2 : pre topa : 1100 µg/kg // post topa : 2100 µg/kg</li> <li>- cuve 2 : pre topa : <b>11000 µg/kg</b> // post topa : <b>20000 µg/kg</b></li> <li>- cuve 3 : pre topa : 7100 µg/kg // post topa : <b>69000 µg/kg</b></li> </ul> <p>Les émulseurs des cuves 2 et 3 contiennent du PFOS au-dessus du seuil du règlement POP, fixé à 10 mg/kg.</p> <p>Suite à ce résultat, l'exploitant a engagé son programme de substitution (détaillé au constat N°6).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Interdiction du PFHxS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 3 :</u></p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p><i>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</i></p> <p><u>Article 4 :</u></p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p><u>Annexe I du règlement 2019/1021 (POP) :</u></p> <p><b>3.</b> Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la présence de PFHxS au sein des émulseurs, les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cuve 1 - compartiment 1 : pre topa : <b>330 µg/kg</b> // post topa : <b>950 µg/kg</b></li> <li>- cuve 1 - compartiment 2 : pre topa : <b>320 µg/kg</b> // post topa : <b>1000 µg/kg</b></li> </ul>

<p>- cuve 2 : pre topa : <b>4300 µg/kg</b> // post topa : <b>21000 µg/kg</b></p> <p>- cuve 3 : pre topa : <b>33000 µg/kg</b> // post topa : <b>38000 µg/kg</b></p> <p>L'ensemble des émulseurs contiennent du PFHxS au-dessus du seuil réglementaire, fixé à 0,1 mg/kg. Suite à ce résultat, l'exploitant a engagé son programme de substitution (détaillé au constat N°6).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Interdiction à venir du PFOA

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la présence de PFOA au sein des émulseurs, les résultats sont les suivants :</p> <p>- cuve 1 - compartiment 1 : pre topa : <b>2200 µg/kg</b> // post topa : <b>26000 µg/kg</b></p> <p>- cuve 1 - compartiment 2 : pre topa : <b>2300 µg/kg</b> // post topa : <b>25000 µg/kg</b></p> <p>- cuve 2 : pre topa : <b>25000 µg/kg</b> // post topa : <b>32000 µg/kg</b></p> <p>- cuve 3 : pre topa : <b>4500 µg/kg</b> // post topa : <b>7100 µg/kg</b></p> <p>L'ensemble des émulseurs contiennent du PFOA au-dessus du seuil réglementaire de 1 mg/kg, applicable à partir du 3 décembre 2025.</p> <p>Suite à ce résultat, l'exploitant a engagé son programme de substitution (détaillé au constat N°6).</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Notification des stocks de PFOA

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

**Constats :**

Les quantités d'émulseur contenant du PFOA présents sur site sont supérieures à 50 kg.  
Lors de la visite, l'exploitant a déclaré avoir communiqué son stockage auprès de la DGPR durant les dernières années.  
Suite à la substitution de ses émulseurs, l'exploitant n'est plus concerné par cette déclaration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 :** Interdiction à venir des PFCA C9-C14

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour:

[...]

iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article



5 du règlement (UE) 2019/1021.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce composé n'a pas été analysé par l'exploitant. La réglementation sur ce composé entre en vigueur le 3 décembre 2025.</p> <p>La mise en œuvre d'un nouvel émulseur non fluoré sur site avant le 3 décembre 2025 assure le respect de cette prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA et plan d'actions suppression PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>4.</b> Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. <b>5.</b> Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la présence de PFHxA au sein des émulseurs, les résultats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cuve 1 - compartiment 1 : pre topa : <b>2200 µg/kg</b> // post topa : <b>26000 µg/kg</b></li> <li>- cuve 1 - compartiment 2 : pre topa : <b>2300 µg/kg</b> // post topa : <b>25000 µg/kg</b></li> <li>- cuve 2 : pre topa : <b>25000 µg/kg</b> // post topa : <b>32000 µg/kg</b></li> <li>- cuve 3 : pre topa : <b>4500 µg/kg</b> // post topa : <b>7100 µg/kg</b></li> </ul> <p>L'ensemble des émulseurs contiennent du PFHxA au-dessus du seuil réglementaire de 1 mg/kg, applicable à partir du 3 décembre 2025.</p> <p>Suite à ce résultat, l'exploitant a engagé son programme de substitution.</p> <p>Au vu des résultats d'analyses, l'exploitant a pris la décision de substituer uniquement la quantité d'émulseur nécessaire pour de couvrir le scénario le plus défavorable du site, conformément à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.</p> <p>Ainsi, seule la cuve 1 a été remplacée par un émulseur sans PFAS.</p> <p>Les 3 cuves restantes seront vidées. Les émulseurs pollués aux PFAS seront évacués dans des</p>

centres ayant la possibilité de les éliminer dans des conditions satisfaisantes. Cette opération n'avait pas encore été effectuée lors de la visite.

Le nouvel émulseur sans PFAS retenu est le modèle PROFREE F3 AR 3x3. Cet émulseur reconnu comme « émulseur particulièrement performant sans PFAS » par le GESIP (Expert sécurité industriel et formation incendie).

Le plan de substitution se décompose de la façon suivante :

- étape 1 : analyse des taux de PFAS dans l'émulseur.

- étape 2 : si présence de PFAS : nettoyage du système de défense contre l'incendie.

Un protocole de rinçage ou de remplacement des pièces et tuyauterie polluées a été mis en place. L'ensemble des tuyauteries du site sont en inox. Ce matériau peut être nettoyé par des méthodes de brossage et de rinçage.

Les plus petites pièces (vannes, robinetterie, joints, clapets) ont intégralement été remplacées.

Parallèlement, l'exploitant a engagé une étude hydraulique du nouvel émulseur afin de s'assurer que le système de défense contre l'incendie était correctement dimensionné. Les caractéristiques telles que la densité ou la viscosité de l'émulseur peuvent contraindre l'exploitant à adapter son équipement.

Les conduits d'alimentation du site étaient sous dimensionnés. Lors de la visite, il a pu être constaté que les conduits ont été élargis.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis le diagnostic hydraulique, en date du 15/05/2025, permettant de valider le nouveau cheminement (diamètres des lignes) en fonction du nouvel émulseur non fluoré mis en place.

L'exploitant a pour objectif que la somme des 20 PFAS recensés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023 soit inférieure à 2 µg/L, avec une limite de qualification de chaque PFAS inférieure à 100 ng/L.

Ainsi, plusieurs opérations de rinçage du circuit sur différentes portions (tuyauterie divisée par lots, groupe thermique, groupe électrique et cuve) ont été réalisées jusqu'à obtenir la somme des 20 PFAS inférieure à 20 µg/L pour chaque portion.

Notons que l'exploitant a également analysé les 8 autres PFAS listés dans l'arrêté ministériel précité et le taux de 6:2 FTSA.

**=> l'exploitant transmettra le tableau récapitulatif des opérations de rinçages et les rapports d'analyses des eaux de rinçage ayant conduit à conclure que les portions ne sont plus polluées aux PFAS (demande 1).**

Durant la phase de nettoyage, le système de défense contre l'incendie étant indisponible, l'exploitant a mis en place une installation temporaire.

Cette installation est composée d'un stockage d'émulseur reconnu sans PFAS sur plateau mobile avec un groupe motopompe diesel sur le réseau de prémélange.

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que l'installation temporaire a été retirée le 02/05/2025.

L'exploitant n'avait pas réalisé de test de fonctionnement de la nouvelle installation. Il s'agit de la prochaine étape du programme.

**=> l'exploitant est tenu de réaliser un test de fonctionnement de la nouvelle installation de lutte contre l'incendie sous les plus brefs délais.**

**Suite à ce test, l'exploitant transmettra une note de fonctionnement à l'inspection.**

Notons que suite à un incident sur la cuve d'émulseur du site SDPS au Mans, 15 m<sup>3</sup> d'émulseur non fluoré ont été transférés du site SDPS de Saint Gervais vers le site SDPS du Mans.

Les 15 m<sup>3</sup> restant dans la cuve d'émulseur de Saint Gervais permettent de couvrir le scénario majorant en cas de situation accidentelle.

- étape 3 : évacuation des pièces et produits pollués aux PFAS.

Suite au travail de nettoyage, l'exploitant est tenu d'évacuer :

Anciens émulseurs :

Lors de la visite, 6 GRV d'un volume unitaire de 1 m<sup>3</sup> étiqueté "Ancien émulseur" ont été observés.

L'exploitant a déclaré avoir évacué l'ancien émulseur contenu dans la cuve 1.

Les émulseurs présents dans les autres cuves restent dans les cuves dans l'attente d'être évacués.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis deux bordereaux de suivi de déchets : 20 tonnes d'émulseur synthétique (considéré comme déchet dangereux) ont été évacuées le 18/04/2025 et 17 tonnes du même émulseur ont été évacuées le 28/04/2025.

Au total, 37 tonnes d'émulseur ont été évacuées, sachant que la capacité de l'ancienne cuve 1 était de 40 tonnes environ.

**=> l'exploitant justifiera la prise en charge de l'évacuation des 6 GRV étiqueté "Ancien émulseur" et leur élimination (demande 3).**

Eaux de rinçage (chargées en PFAS) :

Le site SDPS à Saint Gervais stocke :

- les eaux de rinçage fortement chargées en PFAS (opérations de premiers rinçages) dans 8 GRV de 1 m<sup>3</sup> chacun,

- les eaux de rinçage ayant subi un traitement dans un conteneur Tank de 70 m<sup>3</sup>.

Ces eaux proviennent des opérations de rinçage sur site de SDPS au Mans et du site de SDPS Saint Gervais. L'exploitant a pris la décision de rassembler toutes ces eaux sur un même site.

Les eaux du conteneur ont reçu un premier traitement par charbons actifs, réalisé par un centre de traitement, ce qui a permis d'avoir un taux d'abattement intéressant d'après l'exploitant. Pour autant, la teneur en PFAS reste supérieure aux seuils réglementaires.

L'exploitant envisage un nouveau traitement par osmose inverse ou une incinération.

**=> l'exploitant présentera, dans la mesure du possible, un plan d'actions sur l'évacuation des eaux de rinçage ou sur le potentiel traitement envisagé et justifiera l'élimination (demande 4).**

Pièces remplacées :

Lors de la visite, des pièces polluées aux PFAS ont été observées sous un préau au sein du site. L'exploitant planifie d'évacuer ces pièces.

Des chiffons et des bidons de nettoyage vides ont également été observés, l'exploitant attend l'intervention de la société ayant réalisé le nettoyage.

**=> l'exploitant transmettra à l'inspection une justification de l'évacuation du matériel pollué lors de l'intervention de nettoyage (demande 5).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demandes de l'inspection :

1- l'exploitant transmettra la fiche récapitulative des opérations de nettoyage et les analyses permettant de statuer sur l'absence de PFAS réglementés au sein des équipements de défense contre l'incendie, sous un délai de 30 jours,

2- l'exploitant veillera à réaliser un test de fonctionnement de la nouvelle installation de lutte

<p>contre l'incendie sous les plus brefs délais. Une fois le test réalisé, l'exploitant transmettra à l'inspection une note de fonctionnement du système de défense incendie,</p> <p><b>3-</b> l'exploitant présentera un plan d'actions sur l'évacuation des 6 GRV étiqueté "Ancien émulseur" présents sur site, sous un délai de 30 jours <b>et justifiera ensuite l'élimination</b>,</p> <p><b>4-</b> l'exploitant présentera, dans la mesure du possible, un plan d'actions sur l'évacuation des émulseurs et des eaux de rinçage présents sur site, sous un délai de 30 jours <b>et justifiera ensuite l'élimination</b>,</p> <p><b>5-</b> l'exploitant justifiera l'évacuation du matériel pollué lors de l'intervention de nettoyage sous un délai de 2 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours et 2 mois

**N° 7 : Application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux et PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;</li> <li>- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF<sub>3</sub>-) ou méthylène (-CF<sub>2</sub>-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière utilisation d'un émulseur contenant des PFAS date de 2022 où 300 m<sup>3</sup> de mousses incendie ont été utilisées.</p> <p>Dans la mesure où les réseaux d'eaux pluviales peuvent être pollués aux PFAS. L'exploitant est visé par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 qui exige la réalisation de 3 campagnes de mesures consécutives en analysant les PFAS visés par l'arrêté.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a envoyé un bon de commande programmant la réalisation des campagnes de mesures avant le 31/07/2025.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant téléversera les résultats des campagnes d'analyses sur la plateforme de télédéclaration GIDAF conformément à l'arrêté ministériel du 20/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Étanchéité des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2003, article 5.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir</li> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <p>dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts</p> <p>dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p>
<b>Constats :</b>  <p>En réponse à la visite du 21/05/2024, l'exploitant a adressé un courrier à l'inspection indiquant que les travaux d'étanchéité de la rétention de fioul ont été réalisés.</p> <p>L'exploitant a ajouté que le contrôle de la bonne fermeture de la vanne de vidange de la rétention cuve fioul est maintenant intégré au programme de vérifications des rondes.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a relevé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réalisation des travaux d'étanchéité sur la rétention de la cuve fioul,</li> </ul>

<p>- la présence d'une vanne entre les rétentions de la cuve 2 et de la cuve fioul. Cette dernière était bien fermée,</p> <p>- l'absence de vanne de confinement effective en sortie de la rétention de la cuve fioul. Cette dernière permettrait d'isoler la rétention du réseau d'eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant a déclaré que durant les travaux de changement de la vanne, la société en charge a accidentellement coulé du béton sur le système de fermeture de la vanne, la rendant inopérante. Comme solution temporaire, l'exploitant a isolé la rétention en installant une plaque entourée de joints d'étanchéité sur le point de rejet.</p> <p><b>=&gt; l'exploitant communiquera à l'inspection un justificatif (bon de commande) permettant de s'assurer de la mise en conformité de la vanne de sortie de la rétention fioul (demande 1).</b></p> <p>- lors d'une opération de tonte de l'herbe, le tracteur a percuté la commande de la vanne de rétention de la cuve 1.</p> <p><b>=&gt; l'exploitant communiquera à l'inspection un justificatif (bon de commande) permettant de s'assurer de la mise en conformité de la vanne de sortie de la rétention cuve 1 (demande 2).</b></p> <p>- de nouvelles tuyauteries ont été installées pour relier la nouvelle cuve d'émulseur (cuve 1) au local de défense contre l'incendie. Ces tuyauteries traversent les rétentions de la cuve 1 et de la cuve fioul.</p> <p>Comme solution temporaire, l'exploitant a installé des plaques en bois entourées de joints d'étanchéités sur les zones où les rétentions ont été découpées afin de permettre le passage de la tuyauterie.</p> <p><b>=&gt; l'exploitant communiquera à l'inspection un justificatif (bon de commande) permettant de s'assurer d'une étanchéité pérenne des rétentions de la cuve fioul et de l'émulseur (demande 3).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection, sous un délai de 2 mois :</p> <p>1- un justificatif permettant de s'assurer de la mise en conformité de la vanne en sortie de la rétention fioul,</p> <p>2- un justificatif permettant de s'assurer de la mise en conformité de la vanne en sortie de la rétention émulseur,</p> <p>3- justificatif permettant de s'assurer d'une étanchéité pérenne des rétentions de la cuve fioul et de l'émulseur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 9 : Plan des réseaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2003, article 5.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.1.2 - rejets</p> <p>Tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration ...) total ou partiel est interdit.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le réseau d'alimentation ;</li> <li>- les principaux postes utilisateurs ;</li> </ul>

<p>- les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes,...).</p> <p>Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a envoyé le plan des réseaux de son site. Par sondage, l'inspection a constaté que le réseau d'alimentation, les points de branchements, les regards, postes de relevage et vannes sont bien renseignées sur le plan.</p> <p>Le plan est disponible dans le classeur POI. L'exploitant a ajouté qu'il prévoit d'imprimer le plan sous format A0 et de le mettre à disposition dans la salle POI, afin de la rendre plus opérationnel lors d'un événement accidentel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Mise à jour du POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier POI du site de Saint Gervais date d'octobre 2022. L'exploitant s'est engagé à transmettre son POI révisé avant le 30 juin 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Réalisation d'exercice POI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/09/2020, article R. 515-100</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser régulièrement des exercices incendie, mais n'a pas été en mesure d'indiquer de quand datait le dernier exercice POI sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

<p>Demande d'action corrective : L'exploitant organise un exercice POI dans les 6 prochains mois, et adresse un CR de l'exercice à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 12 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »</li> </ul> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son projet de fiches POI, qui, par scénario, précise les substances recherchées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le POI révisé est à transmettre avant le 30 juin 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 13 : Stratégie de prélèvement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :[...] les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> </ul>



- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté son projet de stratégie de prélèvement, par scénario du POI, en cours de finalisation. L'exploitant s'appuie sur un bureau d'études avec lequel il a signé un contrat cadre en 2023.

Ce contrat prévoit le déplacement sur place d'un technicien dans un délai de 1 à 4h (l'intervenant venant d'une agence à Tours).

Ce bureau d'étude propose de recourir à des sacs tedlar pour effectuer des prélèvements, et à des tubes Draeger pour effectuer certaines mesures.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est invité à transmettre son POI révisé avant le 30 juin 2025.

Ce POI comprend l'étude sur les produits de décomposition, et traduit cela en stratégie de prélèvements, en lien avec le bureau d'études qui doit prévoir les moyens adaptés aux produits identifiés.

Pour mémoire, le POI est élaboré en tenant compte de l'avis du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement qui dispose que : « Les premiers prélèvements environnementaux doivent ainsi permettre de disposer, dès la phase d'urgence, de résultats d'analyses représentatives permettant de qualifier la signature chimique des émissions liées à l'événement en cours et apporter des premiers éléments (ordre de grandeur) visant à estimer leur impact potentiel ».

L'attention de l'exploitant est portée sur le fait que les prélèvements qui seront effectués doivent répondre à l'objectif de déterminer la signature chimique d'un événement. L'inspection attire également l'attention de l'exploitant sur les modalités pratiques de mise en œuvre des prélèvements, qui méritent d'être bien explicitées avec le bureau d'études, et discutées en amont avec les services du SDIS72 pour s'assurer d'une bonne fluidité des échanges d'information le jour J.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 14 : Liste des produits de décomposition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2

du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

**Constats :**

L'exploitant a présenté son étude, conduite en s'appuyant sur le guide DT126 de France Chimie, lui ayant permis de déterminer, selon les scénarios d'accident du site et les produits en jeu, les produits de décomposition susceptibles d'être émis.

**Type de suites proposées :** Sans suite